

Finances de la ville de Paris : quand l'Etat attaque, Hidalgo contre attaque



Face à un plan de maîtrise des finances pour les collectivités qui a tout de démagogie, Anne Hidalgo répond par la démagogie.

Avec Serge
Federbusch

Atlantico : Dans le pacte financier que le gouvernement entend proposer aux collectivités, l'exécutif attend de ces dernières qu'elles maîtrisent à diminuer leurs dépenses, de 13 milliards d'euros. Dans le même temps Anne Hidalgo avait déclaré : "J'ai trouvé que ce que dit François Baroin représente très bien l'état d'esprit de tous les maires qui aujourd'hui sont inquiets. Parce qu'on nous annonce des mesures - certaines un peu différées - sur la taxe d'habitation, qui rapporte à la ville 800 millions d'euros par an qui nous permettent de financer les crèches, les infrastructures, de restaurer les routes. Si cette mesure était mise en place l'année prochaine nous aurons 400 millions d'euros de moins.". Comment Anne Hidalgo compte faire face à l'état qui se présente à elle ?

Serge Federbusch : D'abord il y a beaucoup de démagogie dans cette déclaration d'Hidalgo comme dans la politique d'Emmanuel Macron. Il fait sourire d'entendre Hidalgo dire que le produit des impôts et la taxe d'habitation lui sert à entretenir la voirie alors que précisément elle a sacrifié ces dépenses par mépris des automobilistes depuis des années et que tous les parisiens peuvent constater les multiplications de trous dans la chaussée et l'état de tiers mondialisation de la chaussée.

Le second signe d'hypocrisie c'est de considérer que cette baisse sera une perte de revenu pour la ville puisque Macron s'est engagé à la compenser et on voit mal comment il pourrait ne pas le faire puisque ça fait partie de la libre administration des collectivités, que c'est une ressource pérenne des collectivités et donc que le conseil constitutionnel le forcera très certainement à compenser cette dépense et il n'est pas certain qu'il ne censure pas la mesure de Macron.

Si les choses se font comme Emmanuel Macron l'annonce il n'y aura pas de baisse de revenu dans l'immédiat pour la ville de Paris; Il est probable qu'il essaiera de raboter les dépenses dans le futur et surtout tout ça sera financé par la hausse de la CSG. Donc il n'y a aucune économie globale dans ce dispositif. Les collectivités baissent un impôt et derrière ça, l'Etat le compense par la hausse d'un autre impôt. Ce que dit Hidalgo n'est pas juste.

Dans quel environnement financier, pour la ville de Paris, cette situation intervient-elle, aussi bien en termes de déficits et de dettes, etc, depuis l'arrivée du PS à la tête de la mairie ?

Il faut voir que l'arrivée du PS en 2001 a été catastrophique. A l'arrivée il y avait un milliard de dette, il y en aura plus de 7 milliards en 2020. La ville de Paris a été mal gérée, d'autant que les impôts ont considérablement augmenté aussi. Il y a eu beaucoup de droit de mutation sur le marché de l'immobilier depuis une quinzaine d'années. Tout ça fait que malgré une très hausse de la fiscalité nous avons une dette augmentée.

La réalité c'est que cette mesure va affecter la ville car nous sommes déjà dans une dérive budgétaire. Ça risque d'être la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Hidalgo est dans un exercice budgétaire tendu du fait de gaspillage accumulé depuis plus de quinze ans et cette politique agit comme un révélateur de la mauvaise gestion des finances parisiennes qui était florissante avant l'arrivée de la gauche.

Que peut-on attendre pour les prochaines années du mandat ?

On ne peut pas attendre grand-chose, Hidalgo va essayer de respecter la promesse qui lui a été imposée pendant la campagne électorale. Que va-t-elle faire ? Elle va essayer de grappiller l'argent un peu partout. La principale source va être l'augmentation des PV de stationnement qui seront multipliés par 5 à 10. . C'est affreux car il va y avoir une verbalisation électronique, un relevé de toutes les plaques d'immatriculation. D'une même manière elle va essayer de sacrifier un certain nombre d'investissement pour concentrer les dépenses de la ville sur le clientélisme. C'est-à-dire l'achat de logement pour faire du logement social. Tout ça ne sera pas changé par la politique que l'Etat va leur imposer. Ce sera le cumul des dérives de la gauche à Paris et le caractère incohérent de la politique d'Emmanuel Macron. Car cette politique de baisse de la taxe d'habitation n'a aucun sens. C'est un des rares impôts que tout le monde paye.